

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 21/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CAH Seltz**

35 ROUTE DE STRASBOURG  
67270 HOCHFELDEN

Références : 0006700485/AB/CE  
Code AIOT : 0006700485

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement CAH Seltz implanté Port du Rhin - 67470 SELTZ. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAH Seltz
- Port du Rhin - 67470 SELTZ
- Code AIOT : 0006700485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est implanté sur le port du Rhin à Seltz en zone industrielle. Il dispose de 3 cellules de stockage, 5 séchoirs et un appontement sur la darse reliée au Rhin. La capacité de stockage est de 86 000 tonnes.

Le site est soumis à Autorisation au titre de la rubrique 2160 (silos) de la nomenclature ICPE et dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 29/05/1991.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- protection contre la foudre
- suivi de l'exploitation du silo

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
2	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
3	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet
5	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
6	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
7	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet
8	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
9	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
10	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
11	silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non conformités au regard des dispositions contrôlées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b> L'analyse du risque foudre (ARF) est datée du 24/02/2010. Cette analyse a été réalisée selon la norme NF EN 62305-2. Il n'y a pas eu de modification substantielle du site, l'ARF ne nécessite pas de mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude technique foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
<b>Constats :</b> L'étude technique découlant de l'analyse du risque foudre (cf constat précédent) est datée du 08/06/2012. Elle préconise la mise en place de 2 paratonnerres et 3 parafofoudres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des dispositifs de protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b> Une vérification visuelle des équipements de protection contre la foudre est effectuée annuellement.  Une vérification approfondie est effectuée tous les 2 ans, la dernière date du 31/01/2023.  En 2022, des travaux ont été réalisés car un paratonnerre n'était pas testable à distance. Les têtes de paratonnerre ont été remplacées.  La vérification 2023 conclue  - à une non conformité: la prise de terre mesure une résistance de 13.3 ohms alors que la limite admissible est fixée à 8 ohms ;  - une liaison équipotentielle est manquante (travaux non urgent car l'équipotentialité est tout de même assurée par une autre liaison).  Une intervention est programmée le 07/09/2023 pour réaliser les travaux de mise en conformité.  Les impacts de foudre sont enregistrés. A ce jour, il n'y a pas eu d'impact de foudre sur le site.  Le suivi du compteur d'impact se fait via internet. Le site a été consulté lors de la visite.</p>
<p><b>Observations :</b> il est possible de vérifier via un tableau disponible sur internet l'historique du suivi des compteurs d'impact de foudre.  En date du 18/07/23 ,l'inspection a constaté un ⚠ au niveau du statut du paratonnerre  L'exploitant n'a su indiquer à quoi correspond le statut et ce que veut signaler le ⚠  Aussi, l'exploitant doit vérifier avec son installateur/fournisseur à quoi correspond cette remarque et quelles sont les mesures à prendre le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, documents mis à disposition
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<b>Constats :</b> Les documents sont tenus à disposition de l'inspection et ont été consultés sur place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 5 : silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, surveillance des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Une personne est désignée par l'exploitant et formée aux risques liés aux installations. Cette personne a participé à l'inspection. Des formations spécifiques sont prévues. On peut notamment citer les formations : - habilitations électriques, formation CACES ; - fonctionnement d'un séchoir, techniques de dépannage d'un séchoir ; - risques d'incendie et ou d'explosion dans un silo ; - stockage d'engrais... -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, permis de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> la procédure permis de feu est en place. Un permis de feu a été consulté concernant des travaux de soudage effectués le 21/06/2023. Le permis est bien signé par la personne compétente et désignée. Le permis de feu n'appelle pas d'observations particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 7 : silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le registre "papier" existe depuis cet été. Il est vide, tout neuf. En effet, précédemment les événements étaient enregistrés sur une base de données extérieure. Le fournisseur a fait faillite et l'exploitant n'a pas encore pu récupérer les données contenues dans la base.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> le rapport de vérification électrique est daté du 01/07/2022 pour une visite effectuée du 17 au 20 juin 2022. L'exploitant dispose de 2 rapports : un rapport de suivi "général" des installations électriques et un rapport "installations classées spécifique aux silos". Le suivi des travaux préconisés est effectué et a été présenté lors de la visite. Il n'appelle pas d'observations. Une remarque a été faite sur un problème de différentiel au démarrage d'un moteur. Lorsque le moteur vieillit, il consomme plus d'énergie au démarrage et le différentiel "saute". Une étude est en cours chez le constructeur du moteur pour trouver une solution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> Des procédures relatives au nettoyage sont en place. Le nettoyage est effectué à l'aide d'un aspirateur. Le nettoyage à l'aide de soufflette est encadré par des procédures spécifiques. Les soufflettes sont dans une armoire fermée à clé et leur utilisation est réglementée.  Lors de la visite, l'inspection a noté la présence de poussières sur les poutrelles et charpentes notamment au niveau du silo 2 (avec circulation d'air). L'exploitant a déclaré qu'un nettoyage des poutrelles sera réalisé lorsque le silo sera rempli afin d'éviter au maximum les risques de chute du personnel pendant le nettoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, thermométrie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
<b>Constats :</b> La thermométrie est en place au niveau de chaque silo. La température est enregistrée. Lorsque la température dépasse 50° il est prévu de faire du transilage vers un autre silo, un bateau ou vers le séchoir si l'ensemble des silos est plein. Le taux d'humidité des grains est mesuré à la réception des grains et en sortie des séchoirs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, système aspiration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> L'asservissement du système d'aspiration est fonctionnel, il a été testé lors de l'inspection et n'appelle pas d'observations particulières : - lorsque l'aspiration ne fonctionne pas, il n'est pas possible de démarrer les installations de manutention ; - lorsque les installations fonctionnent et que l'aspiration s'arrête, les installations s'arrêtent automatiquement après une temporisation d'environ 1 minute.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

